



LES DÉS SONT JETÉS



Photo: Renaud Philippe, photographe (collection Assemblée nationale)



Camille Baudet
Journaliste

C'est hier, mardi 12 janvier 2016, que le premier ministre du Québec Samuel L'Heureux, tout récemment assermenté, a

prononcé son discours tant attendu, signifiant l'ouverture de la session parlementaire.

Avec éloquence, L'Heureux a su clamer son discours en mettant l'accent sur la redistribution des richesses aux citoyens dans chaque domaine : l'éducation, l'économie sociale, la santé et l'environnement. Cap sur les orientations sociale-démocrates.

Faire mieux avec plus Détenir le meilleur système d'éducation au monde : c'est là rien de moins que l'objectif du parti Forces progressistes du Québec quant au développement de ses institutions scolaires. Pour ce faire, le gouvernement orchestrera une abolition graduelle mais complète du privé au profit des écoles publiques.

« L'époque du consentement implicite aux inégalités scolaires est donc terminée. Nous comptons bien offrir une éducation de qualité à absolument tous les Québécois, et ce, de la maternelle à l'université. »

—Samuel L'Heureux, premier ministre du Québec

La fin d'une stigmatisation Côté solidarité sociale, le gouvernement social-démocrate souhaite agir avec rigueur et pragmatisme en ce qui a trait aux inégalités sociales. À défaut de pouvoir garantir l'égalité salariale entre tous les citoyens, le parti au pouvoir s'engage à transformer l'attribution des prestations afin de tendre vers un programme de revenu minimum garanti, soit une prestation financière attribuée à chaque citoyen. La première étape de ce processus consistera en l'implantation de l'assurance prospérité du Québec, qui doublera les allocations aux citoyens à revenu modeste. Le gouvernement compte y parvenir par une administration plus stricte

des taxes et impôts, question de regagner la confiance des Québécois sur le plan de l'aide sociale, fréquemment critiquée par les contribuables.

Retour au respect des aînés Selon le FPQ, la situation actuelle des aînés québécois mérite un véritable changement afin de considérer à nouveau l'apport de ces citoyens et citoyennes à la société. M. L'Heureux propose donc un régime de vieillesse universelle, qui permettra aux aînés malades ou vieillissants de recevoir des soins à domicile.

« Il s'agit là d'une autre démonstration de prospérité intelligente, mais également de respect de la dignité de ceux qui nous ont tant donné. »

Il souhaite également redonner au patient sa juste place dans le système de santé en transformant le mode de rémunération des médecins et en abolissant les établissements médicaux privés.

—La suite en page 5—

« LE QUÉBEC A TOUJOURS ÉTÉ UNE TERRE D'ACCUEIL »

Samuel L'Heureux nous dévoile la position de son parti concernant le dossier de l'accueil des réfugiés.

—à lire en page 5—

Erratum: L'équipe du Vox populi tient à s'excuser pour l'erreur parue dans le dernier numéro. Le chef de l'opposition s'appelle Nicolas Rousseau et non Nicolas Brousseau.

Erratum : Nous tenons à vous informer que le Twitter est @fevoxpopuli2016 et non @fevoxpopuli.

Toutes nos excuses! Merci de votre compréhension.

Éditorial

À GAUCHE TOUTE

—À lire en page 2—

Éditorial
Discours d’ouverture du premier ministre

À GAUCHE TOUTE



Gabriel Bernier
Éditorialiste

Le ton a été donné, hier, lors du discours d’ouverture du premier ministre, Samuel L’Heureux. Sans l’ombre d’un doute, les mesures égalitaristes et interventionnistes annoncées par le chef des Forces progressistes du Québec font du gouvernement un ardent défenseur de la social-démocratie. La gauche assumée du parti au pouvoir séduira-t-elle les Québécois? Au fond, les Québécois sont-ils gauchistes?

À bas le financement des écoles privées et l’élitisme du système scolaire. À bas les frais accéssoires et la rémunération outrancière des médecins. À bas l’exploitation pétrolière. À bas les redevances minières à des prix ridiculement bas. Telles sont les grandes orientations des Forces progressistes du Québec.

Samuel L’Heureux y a fait référence dès le début de son allocution : le « modèle québécois » que son parti et lui chérissent tant, c’est celui qui encadrerait la province lors de la Révolution tranquille. Ce dont ils rêvent, c’est une saine redistribution des richesses, des investissements massifs dans les programmes sociaux et une intervention active de l’État dans l’économie. En bref, une valorisation du bonheur collectif... et au diable la rigueur budgétaire et le succès individuel à tout prix.

L’opinion publique en est-elle arrivée là? Le peuple québécois est-il prêt à assumer d’aussi vastes changements? En fin de compte, les Québécois ne sont peut-être pas des gens d’utopies et d’idéologies. Ce qui les rassemble, finalement, c’est le pragmatisme, l’assurance de réussir.

Et l’Alliance des Forces Libérales du Québec ne se gêne pas pour taper sur ce clou. Selon son chef, Nicolas Rousseau, de nos jours, « le Québec n’a pas les moyens d’aller jusqu’au bout des ambitions du premier ministre ». Plus encore, selon le chef de la première opposition, le gouvernement social-démocrate empêcherait le profit individuel et augmenterait le fardeau fiscal des Québécois. L’enrichissement collectif aurait donc des failles, entre autres celle de limiter l’enrichissement individuel.

C’est à ce constat que se heurte l’utopie du peuple québécois. Bien que, au Québec, les groupes de pression, les syndicats et les mouvements étudiants soient souvent associés à la gauche, les Québécois sont politiquement bien plus ambivalents.

La population adopte une saine méfiance envers l’État et elle n’hésite pas à crier à l’injustice lorsque le gouvernement utilise abondamment son pouvoir de taxation. Gauches de cœur, mais assez à droite du côté du portefeuille, tel est le paradoxe qui caractérise les Québécois.

Selon le premier ministre L’Heureux, les mesures avant-gardistes et interventionnistes annoncées rejoindront tous les Québécois, même ceux qui remettent en doute le bien-fondé de la redistribution des richesses. Le chef des Forces progressistes du Québec cite en exemple le potentiel hydroélectrique.

« C’est une source d’enrichissement importante pour l’ensemble des Québécoises et des Québécois. Alors, j’ai plutôt de la difficulté à voir pourquoi les Québécoises et les Québécois pourraient refuser le simple fait que leur argent soit réinvesti directement dans leur communauté dans le but d’assurer, notamment, davantage de services [...] et des retombées économiques importantes », affirme le premier ministre.

Le premier ministre fait probablement référence à l’État québécois des années 1960, un État centralisé et ambassadeur de programmes sociaux

généreux. « Le modèle québécois se doit d’enrichir la totalité des Québécoises et des des Québécois [...]. Il a toujours sa pertinence en autant qu’il est incessamment actualisé et au goût du jour », affirme Samuel L’Heureux.

Sommes-nous prêts à renouveler le modèle québécois digne de celui de la Révolution tranquille? La crainte du risque, du déséquilibre économique et de l’inconnu nous mettra probablement des bâtons dans les roues.

En bref, les Québécois s’attendaient-ils à élire un gouvernement de gauche aussi assumé, aussi interventionniste? Une chose est sûre, c’est que le gouvernement en place a de l’audace, innove. Reste à voir si l’électorat aura cette même audace au moment de voter lors des prochaines élections, dans deux ans.



Photo: Renaud Philippe, photographe (collection de l’Assemblée nationale)

Suivez-nous sur Twitter!

@fevoxpathopuli2016



À surveiller aujourd’hui :

10h20 à 11h45 : *Deuxième séance parlementaire* – Discours des chefs d’opposition et des députés (salle de l’Assemblée nationale)

16h15 à 17h45 : *Troisième séance parlementaire* – Dépôt des projets de lois (salle de l’Assemblée nationale)

20h à 21h : *Le cercle des femmes parlementaires*– Une nouveauté du Forum étudiant à ne pas manquer (salle Wolfe)

BONNE JOURNÉE! **VP**
La parole du citoyen

RÉACTION DU CHEF DE LA DEUXIÈME OPPOSITION AU DISCOURS DU PREMIER MINISTRE

LA « POLITIQUE DU MIEUX »



Camille Champagne-Tremblay
Journaliste

À la suite du discours prononcé par le premier ministre en chambre, hier, le chef de la deuxième opposition se dit heureux des positions du parti au pouvoir. M. Lévesque dénonce toutefois le manque de précision et de finition des projets du FPQ. L’Union Verte pour l’Avenir compte donc pallier à ce manque en proposant de nombreuses solutions au gouvernement en chambre.

Le discours du premier ministre compte de nouveaux projets qui correspondent aux valeurs et aux priorités de l’UVA telles que l’éducation et le développement durable. Gabriel Lévesque considère tout de même que ces propositions sont du *déjà-vu* et sont irréalistes à appliquer considérant le court laps de temps qu’il reste au mandat du gouvernement.

L’UVA compte donc se faire entendre en chambre en proposant des solutions novatrices qui tenteront de concrétiser les propositions de M. L’Heureux. « Nous, on est pour de nouvelles mesures ni à gauche ni à droite », déclare Gabriel Lévesque qui compte bien amener un vent nouveau en chambre.

Aujourd’hui, le chef de l’UVA prononcera son discours dans lequel seront proposées des solutions simples et efficaces par lesquelles il tentera de mettre fin au *statu quo* actuel. De toute évidence, l’UVA mettra de l’avant le développement durable. Sans louanger l’hydroélectricité, Lévesque considère que l’électrification des transports constitue une des meilleures solutions à l’heure actuelle. Le chef de la deuxième opposition reste tout de même conscient que l’hydroélectricité engendre des conséquences néfastes pour l’environnement en étant tout de même moins nocives que celles laissées par le nucléaire. Gabriel Lévesque estime qu’exploiter de nouvelles énergies serait préférable.

« Si on était au gouvernement, on pousserait dans les nouvelles énergies »
-Gabriel Lévesque, chef de l’Union verte pour l’avenir



Photo: Renaud Philippe, photographe (collection de l’Assemblée nationale)

LES DÉPUTÉS DU FORUM ÉTUDIANT SONT ASSERMENTÉS



Gabriel Bernier
journaliste

Le premier ministre, son cabinet et l’ensemble des députés ont été assermentés, hier, à la salle du Conseil législatif de l’Assemblée nationale. C’est le lieutenant-gouverneur du Forum étudiant, M. François Arsenault, qui a rappelé aux parlementaires leur devoir et leurs responsabilités en tant que députés. François Gendron, vice-président et doyen de l’Assemblée nationale, a livré un discours de soutien et d’appui aux jeunes parlemen-

taires. Il a notamment rappelé qu’un exercice comme celui du Forum étudiant contribue à garder la démocratie vivante, et qu’il contribue, du même coup, à alimenter les débats de société.



Photo: Renaud Philippe, photographe (collection de l’Assemblée nationale)



Transparence verte : une possibilité?



Raphaël Pilon-Robitaille
Chroniqueur

Lors de son discours d'ouverture, le premier ministre nouvellement assermenté Samuel L'Heureux a mentionné à plusieurs reprises les objectifs de son parti en matière de développement durable. Le chef de la deuxième opposition, Gabriel Lévesque, a lui aussi fait part de leur intention d'encourager les initiatives allant dans ce sens.

Le développement durable représente définitivement la voie de l'avenir. En effet, il vise à répondre aux besoins actuels sans nuire aux générations futures. Les tenants de cette idée cherchent à concilier les questions sociales, économiques et environnementales en élaborant des plans d'infrastructures et d'investissement. Ce faisant, ils tentent d'éviter un clivage social plus important de même que des dommages irré-

versibles à l'environnement. La conciliation de ces objectifs est la seule manière de garantir un développement véritablement durable.

Devons-nous favoriser le développement durable au sein d'un système capitaliste? Ce régime économique vise à fournir des mécanismes permettant aux individus d'accumuler du capital, en encourageant de ce fait la croissance économique incessante. Cependant, l'accroissement des richesses, qui est dépendante de l'exploitation des ressources, est ainsi limité de ce fait. En effet, les ressources disponibles dans une région, et plus globalement sur la planète entière, ne sont pas infinies. Inmanquablement, l'augmentation de l'activité économique ne pourra être éternelle. Il est donc possible d'affirmer que le modèle capitaliste n'est pas soutenable à long terme, car il s'appuie sur une croissance qui va éventuellement finir par cesser.

Dans ce contexte, je considère que cette question est futile, car le capitalisme est voué à échouer à plus ou moins long terme. La priorité doit être accordée à pratiquer un développement durable, respectant vraiment les préceptes le soutenant. J'espère que les chefs ne parlent pas seulement de développement durable uniquement dans le but de séduire un auditoire favorable à la question environnementale, mais bien en visant des solutions concrètes. Les décideurs ne doivent pas seulement faire des promesses en ce sens, tout en continuant à considérer le capitalisme comme une fin, ce qui serait un non-sens. Les politiciens ont le devoir d'être transparents. Ainsi, ils ne peuvent pas se préoccuper de développement durable tout en soutenant des mesures capitalistes, puisque ces deux idées sont incompatibles. Est-ce que les membres du Forum auront le courage de trancher une telle question au sein de leur parti? Espérons-le!

REDORONS LE BLASON DE L'ÉDUCATION



Juliette Lefebvre
Journaliste

Depuis quelques années, le système d'éducation québécois offre de moins en moins de services. Le nouveau premier ministre du Québec affirme que cette période est révolue et a de grandes ambitions : il désire que notre système d'éducation devienne le meilleur de la planète.

Pour redorer le blason de nos écoles, Samuel L'Heureux s'engage à investir des sommes sans précédent dans tous les paliers de notre système d'éducation. Dès l'âge préscolaire, les jeunes bénéficieront donc de plus de services, car pour les Forces progressistes du Québec, l'éducation débute bien avant l'entrée à l'école. Cette hausse des investissements s'étendra évidemment jusqu'aux plus hauts niveaux

d'éducation. En effet, M. L'Heureux a mentionné vouloir allouer d'importantes sommes aux universités québécoises.

Le premier ministre mentionne le travail exceptionnel effectué par les enseignants québécois, mais aussi par les acteurs de soutien. Il dit d'ailleurs vouloir «miser sur les services directs aux élèves [...] dans le but de lutter contre le décrochage scolaire.» Cette nouvelle devrait réjouir les principaux intéressés tout autant que les enseignants. Le gouvernement en place espère ainsi permettre à davantage d'élèves du secondaire d'obtenir leur diplôme, alors que 5,9% (Statistique Canada, 2010) d'entre eux ne l'obtiendront jamais.

Par souci d'égalité, le gouvernement social-démocrate s'engage également à cesser les subventions au secteur privé, lesquelles acaparent le tiers du budget gouvernemental. Considérant que la privatisation est un «phénomène qui crée des disparités sociales et économiques», le gouvernement

propose d'investir les sommes récupérées dans le secteur public. Pour le domaine de l'éducation, cela se traduit par la fermeture des écoles privées qui ne pourront se financer seules. La transition se fera graduellement sur une durée de cinq ans. Un projet de loi à ce propos devrait être déposé cette semaine.

Cela dit, aucun chiffre n'a été avancé, il est donc impossible pour le moment de vérifier l'ampleur des investissements annoncés. L'énoncé budgétaire du gouvernement, qui doit être présenté au cours de la journée, devrait apporter plus de précision quant à l'importance accordée à l'éducation.

M. L'Heureux s'engage à offrir aux Québécois et aux Québécoises le système d'éducation auquel ils ont droit, puisque «l'éducation est un droit et non un privilège», comme l'a affirmé la ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Justine Vézina.



Juliette Lefebvre
Journaliste

Déjeuner au sommet

mière fois, les chefs se sont dits très satisfaits du résultat offert par les journalistes.

Hier avant-midi au salon Joly avait lieu un déjeuner à l’occasion duquel les chefs des trois différents partis ont pu échanger sur divers sujets.

Les attachés de presse de l’opposition officielle ont laissé entendre que la rencontre avait été très informelle. Les chefs se sont notamment prononcés sur leurs responsabilités respectives au sein du parti qu’ils dirigent ainsi que sur leur expérience au Forum étudiant. En ce qui a trait aux deux journaux qui ont été publiés hier pour la pre-

Écrivez-nous

à l’adresse suivante:

fevoxpathuli@gmail.com

Au plaisir de vous lire!

LES DÉS SONT JETÉS: suite

Frangé verte chez les bleus Puisque le gouvernement considère l’hydroélectricité comme une richesse collective à défendre et protéger, le premier ministre L’Heureux a affirmé l’intention des Forces progressistes du Québec de suivre un plan d’électrification des transports, dans le but de diminuer notre consommation d’hydrocarbures, mais également d’interdire toute nouvelle forme d’exploitation de ceux-ci sur le territoire de la province.

Sans aspirer à l’arrêt des activités minières, l’équipe sociale-démocrate dénote un ma-

jeur problème dans les redevances trop peu élevées versées au gouvernement québécois par les compagnies minières, qui peinent à couvrir les frais de décontamination des sites miniers. Le gouvernement s’engage donc à imposer une redevance à l’extraction.

En somme, la nouvelle équipe ministérielle va chercher, dans les deux prochaines années de son mandat, à protéger l’individu en instaurant des programmes sociaux dont le financement sera assuré, notamment, par les grandes entreprises. Effectivement, la

« taxe sur les impôts » (taxe sur la masse salariale) sera supprimée et la taxe sur le capital, rétablie.

Si Samuel L’Heureux reste fidèle à ses récentes déclarations, ce sera une équipe forte et unie qui siégera en chambre. L’ensemble des ministres et des députés du FPQ auront la chance de faire leurs preuves pour mener à bon port les objectifs du gouvernement.

—Camille Baudet

« Le Québec a toujours été une terre d’accueil »



Juliette Lefebvre
Journaliste

Les conflits dans certaines régions de la planète font d’innombrables victimes tous les jours et des milliers d’entre elles se pressent à nos portes, en quête de paix et d’une seconde chance. Le premier ministre affirme qu’il est important pour les Forces progressistes du Québec que la province fasse tout ce qui est en son pouvoir pour venir en aide aux réfugiés.

Samuel L’Heureux a affirmé avoir confiance en la générosité et l’ouverture d’esprit de la population québécoise, qui a déjà démontré par le passé à quel point elle peut se mobiliser. Dans les années 1980, par exemple, des milliers de Vietnamiens ont fui la guerre qui ravageait leur pays et ont

trouvé refuge au Québec. De nombreux Québécois ont déjà fait preuve d’une générosité exceptionnelle depuis quelques mois en donnant des habits d’hivers à divers organismes, qui les redistribueront aux nouveaux arrivants.

Bien que la solidarité des Québécoises et des Québécois ait déjà fait ses preuves, il y a toujours des sceptiques face à l’accueil de réfugiés en provenance principalement de la Sy-

rie, de l’Irak, de l’Afghanistan et de la Corne de l’Afrique. Samuel L’Heureux a martelé que ses ministres et lui dénonceraient sur toutes les tribunes la peur de l’autre. Il dit ne pas craindre une baisse de popularité des électeurs envers son parti.



Photo: Renaud Philippe, photographe (collection de l’Assemblée Nationale)

L'AFLQ : l'économie avant tout!

Maelle Benoit
Journaliste



Après un discours assez poignant du premier ministre au cours duquel il a dévoilé les priorités de sa formation, le chef de l'opposition a exprimé certaines réserves. Grâce à une entrevue exclusive avec le chef adjoint de l'Alliance des Forces Libérales du Québec, nous faisons le point sur le dossier majeur de ce parti : l'économie.

Jason St-Amour, chef adjoint de l'opposition, a trouvé important de rappeler l'objectif principal de leur parti : relancer l'économie québécoise sur de meilleures

REVENU MINIMAL GARANTI

bases. En critiquant le discours et le qualifiant d'irréaliste, le chef adjoint précise que son parti s'oppose fortement aux politiques proposées par le gouvernement. Il affirme être inquiet quant aux dépenses futures, notamment dans le régime de vieillesse universelle proposé par le premier ministre ainsi que dans l'électrification des transports. Il avance que la province « n'est pas prête à investir dans de tels sujets ».

Lorsque questionné sur l'importance du dossier des inégalités sociales, le chef adjoint précise que celles-ci restent au centre de leur priorité, mais que l'économie prône sur tout le reste. Il croit qu'une stabilité économique mène directement à une stabilité sociale. Toujours selon lui, le parti vise la prospérité économique en opposi-

tion au gouvernement qui vise l'enrichissement collectif.

M. St-Amour soutient aussi que son parti conteste fortement l'idée de mettre progressivement terme au financement des écoles privées pour le réinvestir dans le secteur public. L'opposition officielle clame que ce projet « compromet la liberté de choix de la population entre plusieurs types d'écoles ». Il affirme aussi que le parti mise plus sur la liberté de choix dans leurs arguments que sur l'économie... qui est censée prôner sur tout le reste. En tenant compte du fait que les écoles privées représentent une économie de plus de 600 millions\$ par année à l'État, il devient légitime de se questionner sur la bonne foi et l'honnêteté de ce parti.

UNE RÉELLE UNIVERSALITÉ ?

Camille Baudet
journaliste



Pour un gouvernement nouvellement assermenté, s'engager à instaurer un revenu minimum garanti pour tous les citoyens d'ici 2018 s'avère une proposition pour le moins ambitieuse, voire étonnante.

Bien que cela constitue une proposition fidèle aux intentions sociales-démocrates, il semble que le gouvernement doive encore préciser sa pensée sur les spécificités de son application. En effet, dans son discours d'ouverture, le premier ministre L'Heureux a mentionné l'objectif de son équipe de tendre vers un revenu minimum garanti (RMG) en passant par une aug-

mentation des prestations de l'aide sociale (assurance prospérité du Québec).

Rapidement, l'opposition a soulevé certaines questions pertinentes : le gouvernement ne s'engage-t-il pas sur une voie d'encouragement de l'oisiveté chez les citoyens avec ce projet? Où tracer la ligne pour éviter certains abus dénotés chez les prestataires de l'aide sociale? Un citoyen qui refuse de participer à la collectivité par l'occupation ou la recherche d'emploi mérite-t-il le RMG au même niveau qu'un citoyen réellement dans le besoin? Toutes ces questions s'ajoutent aux interrogations quant aux simples critères, dits « stricts et précis », permettant l'admissibilité à cette prestation. Critères d'admission et prestation universelle garantie semblent plutôt opposés de sens aux yeux de l'expert juriste consulté.

Questionné à ce sujet, le premier ministre est demeuré prudent. Il a soutenu à plusieurs reprises le fait que chacun des citoyens québécois mérite d'être heureux et de vivre décemment, sans pour autant identifier lesdits critères ou les « incitatifs économiques rigoureux », ou incitatifs à l'emploi, qui seront amenés par le gouvernement pour contrer les abus. M. L'Heureux a tenu à dire que les chiffres précis seront mentionnés par son ministre des Finances, aujourd'hui même.

CLIN D'ŒIL À LA VEILLE

Un retour à la terre pour le chef de l'UVA.

Il veut « donner la carotte à ceux qui encouragent les énergies vertes ».

CLIN D'ŒIL À LA VEILLE

Un fervant joueur à la tête du FPQ?

« Le premier ministre sort de l'argent Monopoly de ses poches, on dirait qu'il lance ça à gauche et à droite »

—Nicolas Rousseau, chef de l'AFLQ



